

AFME CMU Indicateurs clés de performance 2022: France

17 November 2022

- **La France** a émis le plus grand volume d'obligations ESG (environnementales, sociales, durables) de tous les pays européens au S1 2022 (39,4 Md EUR), pour l'ensemble de l'année 2021 (99,4 Md EUR), et également chaque année depuis 2017. Au S1 2022, la **France** représente 23,7 % du total des émissions obligataires européennes ESG.
- **En France**, les émissions sur les marchés de capitaux (obligations et actions) des sociétés non financières ont reculé de 35 % (annualisé) par rapport à 2021, en raison d'une baisse des émissions obligataires partiellement compensée par une augmentation des financements en actions.
- **La France** se classe deuxième en nombre d'instruments ELTIF pour le financement des PME dans les pays européens, avec 28 instruments commercialisés localement, contre 20 en 2021.

ICP	Performance mesurée par cet indice	Position de la FR au sein de l'UE			
		S1 2022	2021	2020	2019
Accès aux capitaux					
Finance de marché	Capacité des entreprises à lever des capitaux sur les marchés boursiers	9	5	4	4
Capital-risque avant introduction en bourse	Mesure dans laquelle les sociétés non cotées ont accès au financement de l'innovation	8	10	12	12
Fonds communs d'investissements de capitaux					
Marché de l'investissement des ménages	Disponibilité de l'épargne des investisseurs de détail pour soutenir le financement de marché	7	6	6	6
Produits ELTIF	Mise à disposition de produits de fonds ELTIF finançant des projets à long terme et des PME	2	2	-	-
Transition vers la finance durable et la numérisation					
Finance ESG	Labellisation des marchés obligataires ESG	5	4	3	8
FinTech	Capacité à permettre un écosystème FinTech adéquat	18	14	10	10
Efficacité de l'intégration et de la compétitivité de l'écosystème des marchés de capitaux					
Cession de prêts	Capacité à transformer les prêts bancaires en instruments de marché (titrisation et opérations de prêt)	6	8	9	10
Intégration intra-UE	Intégration des marchés de capitaux au sein de l'UE	18	16	17	16
Intégration mondiale	Intégration des marchés des capitaux avec le reste du monde	16	13	9	7
Compétitivité du marché	Mesure l'attractivité des marchés de capitaux de l'UE	4	4	4	4
Classement moyen	Classement moyen sur l'ensemble des indicateurs	6	7	4	4

Finance de marché

- Les émissions sur les marchés de capitaux ont diminué en France au S1 2022, avec 12,0 % des financements NFC issus de financements de marché, contre 19,8 % en 2021 et 19,9 % en 2020. Cette évolution s'explique par une baisse des émissions obligataires qui a été partiellement compensée par une augmentation des financements en actions :

Émission d'actions

- Les introductions sur les bourses françaises ont représenté 0,3 Md EUR au S1 2022, soit une baisse annualisée de 77 % par rapport à 2021. Par rapport à 2019 (avant la pandémie), les introductions en bourse ont diminué de 81 % (sur une base annuelle).
Les émissions sur le marché secondaires en France sont restées solides au S1 2022, en hausse de 90 % en glissement annuel par rapport à 2021, avec 6,5 Md EUR entre janvier et juin. Par rapport à 2019, les émissions sur le marché secondaire se sont inscrites en hausse de 543 % (sur une base annuelle).

Émission de dette

- Au S1 2022, les entreprises françaises ont émis 20,8 Md EUR d'obligations qualité investissement (Investment Grade), soit une baisse annualisée de 12 % par rapport à 2021, et de 44 % par rapport à 2019.
Les émissions d'obligations à haut rendement ont nettement ralenti au S1 2022, en baisse de 89 % (annualisée), par rapport à 2021 et de 65 % par rapport à 2019.

Production de prêts bancaires

- Alors que les émissions de financements basés sur le marché NFC ont ralenti, la France a enregistré une hausse significative de la production de nouveaux prêts bancaires au S1 2022, en hausse de 17 % en termes annualisés par rapport à 2021 et 2019 (avant la pandémie).

Cession de prêts

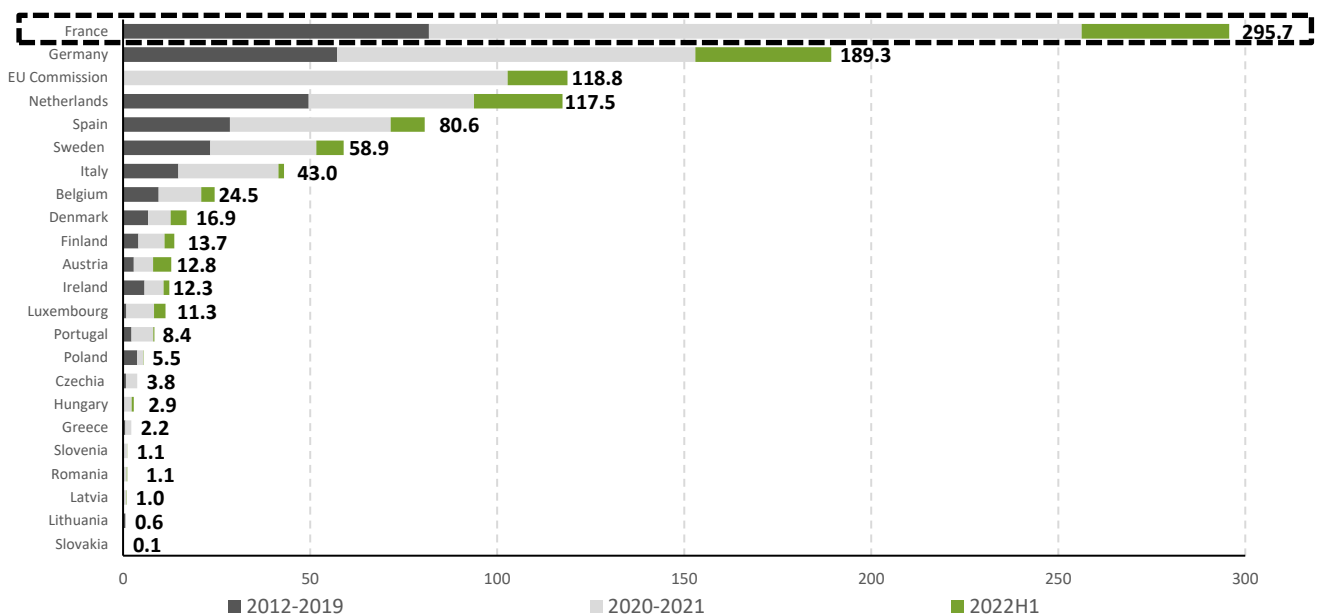
- On observe une hausse des prêts transformés en instruments de marché capitaux au S1 2022 en France en raison d'une augmentation du total des émissions de titrisations (placées + conservées) de 104 % (annualisée) par rapport à 2021. Par rapport à 2019, elles s'inscrivent en hausse de 85 %.
- L'accélération de l'activité sur les marchés français de la titrisation au premier semestre de l'année a déjà permis que le volume des émissions de titrisation (placées + conservées) soit le plus important en France depuis 2019. Il s'agit d'une exception à la tendance baissière de la titrisation européenne.

Finance ESG

- Les émissions ESG ont ralenti en France au S1 2022 en raison d'une réduction des émissions sur l'ensemble des 3 labels ESG :
 - Les émissions d'obligations sociales ont diminué de 22 % (en glissement annuel) au S1 2022 à 20,9 Md EUR ;
 - Les émissions d'obligations vertes ont diminué de 19 % (en glissement annuel) au S1 2022 à 14,8 Md EUR et ;

- Les émissions d'obligations durables ont diminué de 18 % (en glissement annuel) au S1 2022 à 3,7 Md EUR ;
- L'émission d'obligations sociales restent la catégorie principale ESG en France, représentant 53 % du total des émissions ESG au S1 2022.
- Néanmoins, la France a été le premier émetteur d'obligations ESG de l'UE au S1 2022, avec 23,7 % du total des émissions d'obligations ESG de l'UE. L'écart des émissions entre la France et l'Allemagne, le 2^e marché de la dette ESG au sein de l'UE, s'est quelque peu résorbé au S1 2022, l'Allemagne représentant 21,9 % du total des émissions d'obligations ESG de l'UE.
- Les émissions ESG ont représenté 14,0 % du total des émissions obligataires (ESG + non ESG) en **France** au cours du S1 2022, contre 19,0 % en 2021 et 13,1 % en 2020.

Émissions d'obligations ESG par pays de l'UE, en milliards d'euros (2012-2019, 2020-2021, S1 2022)



Produits d'investissement ELTIF

- La France se classe deuxième en nombre d'instruments ELTIF hors des pays de l'UE (derrière l'Italie) avec 28 instruments commercialisés localement, contre 20 en 2021.

Fiscalité des marchés de capitaux

- Biais dette/capitaux propres : Alors que tous les États membres de l'UE affichent un traitement fiscal plus favorable pour la dette par rapport aux nouveaux financements en fonds propres, la France est le pays où l'écart entre les deux formes de financement des entreprises est le plus important de tous les États membres de l'UE, avec un taux d'imposition effectif des fonds propres supérieur de 11,2 % à celui de la dette.